

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

14 AU 20 MARS 1991

N° 819

10,00 F



EDITORIAL

Ils s'en vont par milliers. En l'espace de quelques mois, c'est la troisième vague de départ des Albanais en direction du vaste monde « libre ». Brindisi vient de recevoir la « visite » impromptue des citoyens du pays/des aigles. On s'étonne, on prend pitié, puis on s'inquiète. Les Albanais finissent par exaspérer.

Fiers Albanais, à l'histoire tourmentée, depuis l'indépendance proclamée en 1912, les servitudes ont été bien plus lourdes que le poids de la liberté. Hormis Ismaïl Quemal et Fan Noli, le pouvoir fut le plus souvent aux mains d'autocrates. Avant-guerre : Ahmed Zogou, alias Zog I^{er} ; après-guerre : Enver Hodja. Il s'en est fallu de la mort, pour que ce petit Staline des Balkans cède la place à l'actuel chef du régime : Ramiz Alia.

L'Occident, par trop confiant, croyait voir en lui un éventuel Gorbatchev. L'Occident, avide de nouveaux espaces commerciaux à conquérir, s'est trompé. Ramiz Alia a bien « débarqué » du sérail gouvernemental la veuve de son prédécesseur, il n'en reste pas moins un « vrai » communiste de l'ancienne école. Cela, les Albanais ont eu tôt fait de le comprendre, d'où leurs fuites successives en l'espace de huit mois. Coupés du monde pendant si longtemps, ils réalisent à peine combien l'Occident n'est guère bonne fille avec les gueux.

Les Albanais des ambassades moisissent actuellement dans ce qu'il faut bien nommer des camps, sous les cieux européens. L'Amérique, dont ils rêvaient et qui n'en veut pas, reste un mythe. La Grèce a vite réexpédié ses indésirables « visiteurs » en l'espace de 15 jours. Avec la crise du Golfe, l'information n'a fait l'objet que d'entre-filets. Désormais, ce sont sur les quais des ports italiens de l'Adriatique que se pose le problème de l'accueil. Parqués, les Albanais tentent d'échapper au vase clos du port en affrontant les carabinieri. Comme là-bas, au pays des aigles, ici, l'horizon est bouché par les barbelés.

Pendant ce temps là « vitrine » albanaise, l'écrivain Ismaïl Kadare, exilé depuis le 27 septembre en France, ne trouve rien à dire que : « je ne comprends pas ! »

Rencontre-débat anti-autoritaire

à Paris...
le vendredi 22 mars,
à l'Espace Voltaire,
place Léon-Blum
(M° Voltaire),
de 19 h à 1 h

T 2137 - 819 - 10,00 F



DOUBLE PEINE

Temps d'exclusion

Le problème de la double peine ne serait pour certains qu'un petit fait bien marginal, ne concernant que des délinquants de droit commun, étrangers de surcroît. Bref, des gens infréquentables... En fait, il s'agit de la partie émergée d'un iceberg d'injustice et de dysfonctionnement de notre société à vitesses multiples. La double peine (qui touche plus les « voleurs de mobylettes », que de respectables marchands d'armes ou de créateurs de chômage) cache le « sexe » d'une idéologie qui sous des prétextes de droit, d'humanisme, d'assistanat ne fonctionne que par l'utilisation de toute une partie de la population jetée dans les labyrinthes de la précarité, et dont la sanction est l'exclusion.

Aucun de ces problèmes n'est indissociable des autres. La logique de la double peine atteint des sommets dans le cynisme. C'est le résultat de l'accumulation des maux : ghettoïsation des banlieues, incompétence du système scolaire, escroquerie des institutions publiques et privées d'assistanat économique-socio-culturel, chômage et pour finir violences policières et carcérales. Jouant sur les ressorts de la peur et du racisme, le système de double peine est l'aboutissement de l'ensemble. Arracher l'abolition de la double peine, c'est commencer à gagner sur les autres

tableaux, qui font partie du même combat. Il y a un enjeu dans la manifestation du 23 mars à Paris : celui de compter ceux qui, quelque soit leur discours plus ou moins humaniste ou révolutionnaire, acceptent l'état des choses, ceux-là resteront chez eux ; et ceux qui, dans la rue, construisent une autre logique.

Il ne s'agit point, cette fois, du traditionnel jeu sans conséquence des manifestations liturgiques. Il faut choisir son camp, et dire ce que l'on veut. Entre l'injustice et la dignité, il ne peut y avoir de dialogue, de négociation. Casser le racisme, les ghettos, les sordides conditions de logements, la précarité, l'enfermement, voilà l'objectif d'un combat à long terme, dont la double peine est l'actuel déclencheur.

Olivier Berthelin
(cercle anarchiste François-Rabelais)

Contre la double peine
manifestons le 23 mars, à 14 h, à partir
de la place de la République
en direction du ministère de la Justice,
place Vendôme



Des camps de rétention à la double peine, c'est toujours l'exclusion, qui domine.

TIMOR-EST

Un cas de prédation internationale entériné par les Nations-Unies

Avec la libération du Koweït, le « droit international » version Bush et Mitterrand n'en est pas à sa première expérience ! Il y a 16 ans, l'Etat indonésien envahissait la partie orientale de l'île de Timor, évacuée par le colonialisme portugais, et ceci pour une sombre affaire de... pétrole.

A l'inverse de la situation présente, personne n'a réagi. Raoul Boullard nous raconte cet étonnant fait d'histoire contemporaine.

Timor est une île située à l'Est de l'archipel indonésien. La partie orientale de cette île était une colonie portugaise, revendiquée, puis envahie et occupée par l'Indonésie, contre l'avis de la population, lorsque les anciens colonisateurs se sont retirés.

Aussi, lorsque l'invasion irakienne du Koweït a incité le conseil de sécurité des Nations-Unies à prendre une série de résolutions impliquant l'usage de la force pour expulser l'invasisseur, le peuple de Timor-Est, qui a vécu sous une occupation illégale, sous la violence la plus extrême et la répression pendant quinze ans, fut stupéfait. L'invasion irakienne du Koweït était en effet une copie conforme de ce qu'eux-mêmes avaient vécu. Les Timoriens ressentirent durement le fait que, alors que les Nations-Unies avaient autorisé l'usage de la

force contre l'Irak, elles ne soient jamais intervenues pour imposer le retrait des forces indonésiennes d'occupation de Timor-Est.

La passivité des Nations-Unies

L'invasion eut lieu le 7 décembre 1975, soit une quinzaine de jours après la proclamation, à Dili, de la république démocratique de Timor-Est, le 20 novembre. Une douzaine de pays reconnurent le nouvel Etat, mais l'invasion rendit impossible l'adhésion de celui-ci aux Nations-Unies.

Le 22 décembre 1975, le Conseil de sécurité demanda au gouvernement d'Indonésie de retirer sans délai toutes ses forces du territoire. La résolution

appelait « tous les Etats à respecter l'intégrité territoriale de Timor-Est ainsi que le droit inaliénable de son peuple à l'autodétermination en accord avec la résolution de l'Assemblée générale 1514 (XV) » (résolution 384/1975).

De nombreuses autres résolutions furent adoptées mais Timor-Est est toujours un pays occupé. Les Nations-Unies ont été incapables de faire respecter ces résolutions. La tentative d'envoi d'un délégué des Nations-Unies à Timor-Est en février 1976 fut sabotée par l'Australie : ce fut la seule tentative d'intervention effective de l'ONU. Les Etats-Unis, en 1975, se sont abstenus et, depuis, ont systématiquement voté contre l'indépendance de Timor-Est. Daniel Patrick Moynihan, qui fut ambassadeur des Etats-Unis aux Nations-Unies pendant les premières années de l'invasion, écrit dans ses mémoires : « Les Etats-Unis souhaitent que les choses tournent telles qu'elles ont tourné à Timor-Est et travaillaient à réaliser cet objectif. Le Département d'Etat souhaitait que les Nations-Unies se révèlent totalement inefficaces dans toutes les mesures qu'elles prenaient... »

A peu d'exceptions près, les pays occidentaux se sont abstenus. L'Australie, le

premier pays occidental à reconnaître l'annexion, vota pour Timor-Est en 1975, s'abstint en 1976 et 77, et depuis, vota systématiquement contre. Le secrétaire général des Nations-Unies, Peres de Cuellar, a ignoré toutes les demandes en vue d'organiser une consultation du peuple de Timor.

L'Indonésie ne parvint à prendre le contrôle du pays qu'en 1979, après une guerre dévastatrice qui fit 200 000 morts (sur une population de 700 000).

Le pétrole, toujours...

D'énormes réserves de pétrole ont été découvertes au large des côtes Sud de Timor-Est. Des négociations entre l'Australie et le Portugal, en 1972, pour exploiter ces réserves, n'aboutirent pas, à cause d'un désaccord sur les frontières maritimes entre l'Australie et la colonie portugaise. Cinq mois avant l'invasion indonésienne, l'ambassadeur d'Australie rappela au Département des mines de Canberra de prêter attention à la situation de Timor : « ...ce département devrait bien trouver intérêt à réduire le fossé sur la question des frontières maritimes

(suite en page 6)

F°P. 2520

LA REFORME ORTHOGRAPHIQUE EN QUESTION

Edulcorer ou éduquer ?

Voici la seconde partie de l'étude de René Berthier consacrée à l'orthographe et à la réforme qui est à l'ordre du jour dans les sphères du pouvoir socialiste.

Question hors sujet, tel est le verdict de notre compagnon, pour qui une réforme de la manière d'enseigner et, venant s'y ajouter, du système qui fait du savoir une marchandise sera bien plus à l'ordre du jour.

DES chercheurs ont montré qu'il existe une vitesse minimale de lecture en dessous de laquelle lire devient vite fatiguant et pénible. Je n'ai plus le chiffre en tête, mais il me semble que c'est 800 mots par minute. En dessous de ce seuil, lire devient rapidement une corvée et on ne parvient plus à comprendre ce qu'on lit parce que toute l'attention est portée sur l'effort de lecture plutôt que sur le contenu de ce qu'on lit. On ne peut pas lire des instructions simples sur une feuille imprimée, du type : « Lorsque l'ampoule verte s'allume, tirer la manette A, lorsque c'est l'ampoule bleue pousser le levier B, lorsque c'est l'ampoule jaune pousser le bouton C, etc. ». Mais ce n'est pas parce que le français n'est pas une langue phonétique que le système éducatif français fournit, à la sortie de la classe de 3^e, 25% de tels quasi-illettrés. Ceux-là ne saisisseront effectivement pas pourquoi il y a un « n » à limonade et deux « n » à citronnade. Ils n'apprécieront sans doute pas la subtilité qui fait qu'on dit Seconde, et non Deuxième guerre mondiale. Mais est-ce bien là le problème ?

Lorsqu'un désastre atteint ce niveau-là, la réforme de l'orthographe devient un joujou pour doux

foldings qui refont le monde sur le papier. Si les classes privilégiées maîtrisent mieux l'écriture, ce n'est pas parce que celle-ci garantit le maintien de leurs privilèges, c'est tout bêtement parce qu'elles ont accès à l'instruction. Ce n'est pas l'orthographe le problème, c'est l'accès à l'instruction (et subsidiairement les méthodes d'instruction).

La réforme de l'orthographe se fait tous les jours

Et je ne parle même pas des méthodes grâce auxquelles on réaliserait la réforme de l'orthographe : par décret, grâce à l'Etat ? Et grâce à qui ? Un groupe de « spécialistes », d'« experts », mandarins d'un nouveau type ? Il ne m'arrive pas souvent d'être en accord avec les hommes politiques de droite, aussi je ne résiste pas à l'envie de citer François Bayou, député UDF : « *Personne n'a en effet reçu délégation du peuple pour toucher à la langue. Je veux qu'on me dise s'il s'agit d'un décret et, si c'en est un, s'il est conforme au droit...* »

On ne peut demander de respecter les langues régionales, qui sont l'expression légitime de populations intégrées dans l'Etat français par les

hasards souvent violents de l'histoire, on ne peut pas réclamer leur droit à l'existence, et par ailleurs violer le français tel qu'il nous a été transmis par le même hasard de l'histoire. La réforme de l'orthographe se fait tous les jours par la pratique quotidienne de ceux qui l'emploient, non par la décision d'un groupe de mandarins ou d'aspirants mandarins. Quand j'entends un agrégé réclamer une

rétrograde parce que d'un point de vue strictement technique, demander que le français soit constitué sur un modèle phonétique c'est demander un retour en arrière. Le français a cessé d'être phonétique il y a bien longtemps, pour des raisons complexes et pas nécessairement explicables, qui font que beaucoup de mots qui se prononcent de la même façon ne se distinguent que parce qu'ils ne s'écrivent

brables nuances se perdraient, ou d'in vraisemblables confusions se créeraient. « Les contes du conte sont de véritables contes » pourrait être interprété avec toutes les variantes de compte, comte et conte.

- frileuse parce qu'aujourd'hui, la préoccupation majeure devrait plutôt être l'apprentissage de langues autres que notre langue maternelle, la diversification des connaissances linguistiques, plutôt que le repli sur soi. Cette diversification linguistique trouve son fondement dans la curiosité et l'ouverture aux autres cultures, la mobilité croissante des individus hors de leurs frontières « nationales » ; elle est en pratique parfaitement réalisable grâce à des méthodes pédagogiques de plus en plus efficaces, à la mise en oeuvre de ces outils pédagogiques extraordinaires que pourraient être la télévision et l'ordinateur. L'obstacle à la mise en oeuvre massive de ces moyens est un obstacle essentiellement politique et social. C'est à faire sauter ces obstacles-là que le mouvement libertaire devrait plutôt s'occuper.

René Berthier

Nota.- Les lecteurs intéressés par la question de l'enseignement du français pourront se reporter à l'ouvrage de René Thimonnier, *Code orthographique et grammatical*. L'enseignement traditionnel du français est fondé sur des règles, auxquelles on adjoint des exceptions qu'il faut apprendre. Or Thimonnier montre que la langue française est parfaitement cohérente pourvu qu'on en saisisse le principe, que les prétendues « incohérences » de la langue n'existent pratiquement pas ; il montre que « la plupart des anomalies graphiques » dénoncées par les réformateurs, sont purement imaginaires et que, pour résoudre le problème pédagogique, ce n'est pas l'orthographe elle-même qu'il faut surtout réformer, mais la manière de l'enseigner. »



réforme « radicale » de l'orthographe, j'ai l'impression d'avoir affaire à un évêque qui veut devenir prêtre ouvrier.

Je dirai en conclusion que l'attitude des « réformateurs » de l'orthographe est inadaptée, rétrograde et frileuse : - inadaptée parce qu'elle prend une conséquence pour une cause : la mauvaise connaissance de l'orthographe (et j'ajouterais, de la grammaire) serait due à l'inadaptation de la langue elle-même à l'usage qui en est fait, alors que les usagers du français en ont précisément la connaissance qui est adaptée à la condition sociale dans laquelle ils sont cantonnés. Leur connaissance du français est parfaitement concordante à leur fonction. Mon boulanger a une connaissance du français parfaitement adaptée à ce qu'on demande à un boulanger dans une société où on ne demande pas à un boulanger de lire Marcel Proust, Sophocle ou Malcolm Lowry. La cause de cette situation regrettable n'est pas l'inadaptation de la langue à l'usage qu'en fait mon boulanger, elle doit être cherchée dans l'existence d'une société où le savoir est une marchandise comme une autre, qui ne fournit aucune plus-value au travail du boulanger.

pas de la même façon. C'est-à-dire qu'ils ont conservé, à l'écriture, certaines lettres de l'époque où toutes les lettres se prononçaient. Réclamer une phonétisation de l'écriture équivaldrait soit à revenir à l'ancien français avec la graphie ancienne et une prononciation différente de celle d'aujourd'hui, soit à simplifier l'écriture de telle façon que d'innom-

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Pays
 A partir du n° (inclus).
 Abonnement de soutien
 Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Directeur de publication : André Devriendt
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Gaspard-Monge,
 55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
 Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Rectif au « rectif »

Le dernier numéro de *Mordicus* vient de paraître. Nous apprécions lorsqu'il égratigne les grands de ce monde. Là, il se place sur un terrain que l'on peut supposer difficile... Preuve la descente de police dont ses animateurs furent l'objet, il y a un mois. Désormais informé des risques encourus, *Mordicus* en vient à s'attaquer à son entourage immédiat. Plus facile ! Dans un précédent numéro, il égratignait des militants de la CNT, responsables, selon lui, d'avoir protégés des vitrines et des policiers des assauts d'une bande d'autonomes, lors d'une manifestation anti-guerre.

« Rectif », aujourd'hui : non, affirme *Mordicus* dans un entrefilet, ce n'était pas des militants de la CNT mais le « service d'ordre de la FA » ! Et il est précisé que la confusion faite viendrait d'une double casquette portée par ces militants incriminés.

Vivement le prochain numéro, annonçant que la FA n'y était pour rien et qu'il s'agissait d'une autre organisation...

Quant aux éventuelles victimes d'un prétendu SO de la FA on peut s'étonner qu'elles n'aient pas cherché à titiller la peinture au dessus, à savoir des professionnels du service d'ordre, staliniens ou autres... *Mordicus* pourrait écrire, là, une pleine page sur la répression de véritables révolutionnaires, briseurs de carreaux et enfonceurs de kèpis, qui comme chacun sait sont les éléments précurseurs de la Sociale.

A.D. et C.N.

AU TRAVERS DU JOURNAL « LE MONDE »

Le virus de la guerre tue la conscience

Le Monde passé à la loupe durant la guerre du Golfe, c'est l'entreprise qui a été menée par Solange Duclos. C'est un **Monde** bien peu favorable aux pacifistes que l'on découvre. **Naguère** quotidien dit indépendant, **le Monde** s'est fait pour l'occasion l'un des plus beaux instruments de propagande des va-t-en-guerre !

À la lecture de **Monde**, depuis le début des événements, qui ont transformé la crise du Golfe en guerre du Golfe, nous révèle de façon significative les ravages très rapides du virus.

- 2 août 1990 au 15 janvier 1991, l'incubation a été longue ; grâce à l'utilisation de la presse, mais aussi des autres médias, la fièvre a été entretenue.

- 15 janvier, le déclenchement du conflit a révélé la fatigue générale, et l'état de faible résistance de nos esprits à la maladie de nos sociétés modernes : la guerre.

- 17 janvier, sous le titre « Les rassemblements se multiplient pour la paix en France », sur trois colonnes, on lit : « généralement à l'appel des syndicats ou des mouvements d'extrême gauche, associés à des organisations d'étudiants, une manifestation, à l'origine, qui devait être interdite, a rassemblé quelques milliers de personnes ». Autre titre : « Nombreuses manifestations pacifistes et pro-irakiennes dans le monde ». « Des milliers de manifestants dans les pays musulmans soutiennent M. Saddam Hussein ».

- 19 janvier, « Les manifestants pacifistes en France et dans le monde ». Sur 6 colonnes, on lit : « la PCF cherche à profiter du désarroi de la majorité présidentielle. » Dans cet article, l'idée développée est : il existe un front de refus pour une guerre illégitime dont les raisons sont le pétrole, l'intérêt du dollar et des multinationales, le choix et la stratégie des super-puissances pour la protection des princes et des riches émirats arabes... Un autre article, sur deux colonnes, au titre : « Nombreuses protestations en Allemagne ».

- 22 janvier : à la deuxième semaine du conflit, selon la presse, la guerre est propre, chirurgicale, un jeu de science-fiction. Sous le titre : « Condamnation de 7 militants pacifistes », sept manifestants sont condamnés à des peines de 2 mois à 8 mois de prison avec sursis.

A Washington, 25 000 personnes manifestent devant la Maison Blanche.

- 23 janvier, dans un article d'opinion signé André Comte-Sponville, au titre de : « Pacifiques et pacifistes », on lit avec intérêt qu'être pacifique cela n'oblige pas à être pacifiste ; le pacifique préfère la paix, mais pas à n'importe quel prix !

Sous le titre : « Les faces cachées du pacifisme », une analyse des forces qui soutiennent l'« Appel des 75 ».

Gaston Bouthoul écrit « L'homme furiosus », article où l'on stigmatise le caractère sacré des guerres, les illusions du pacifisme, le progrès des armements.

Le virus a de bonnes prises et fait des ravages fulgurants. Des analyses

à la rhétorique, les journalistes paraissent gravement atteints.

- 24 janvier, titre : « Confronté au pacifisme, SOS-Racisme fait machine arrière », « Les Verts s'inquiètent de la militarisation des consciences ». Ils demandent l'organisation de lieux de réflexion.

Quelques articles médicaux : « Sur les effets psychologiques de la guerre sur les populations civiles ». « Les nerfs de la guerre ». Pour certains, ce n'est pas seulement du psychologique ; mais il n'y a pas encore de mort. On s'enfoncé lentement dans l'horreur. De Toulouse, lors d'une conférence, Gilles Perrault appelle à la désertion et au sabotage.

- 26 janvier gros titres : « Le ministère de la Justice ouvre une enquête après l'appel à la désertion lancé par Gilles Perrault ». On commente en termes moralisateurs ses propos. Louis Le Penck se juge : « particulièrement méprisables ». le général Schmitt, tout à sa guerre, dit que : « l'écrivain ne mérite que mépris ».

Manifestations à Paris et en province, titre : « La guerre des pacifistes ». Les esprits sont échauffés, malades ; la guerre a de plus en plus de supporters.

- 29 janvier : le **Monde** a fait l'amalgame et titre : « Les menaces terroristes et les manifestations pacifistes ». Les manifestations tendent à diminuer, mobilisent moins de personnes. Certaines marches dégénèrent à

Paris. Aux Etats-Unis, les rassemblements contre la guerre prennent de l'ampleur : 250 000 personnes à Washington. Malgré tout, 75% des Américains apportent un soutien total à l'intervention dans le Golfe.

Les dérives bellicistes d'un journal « indépendant »

- 30 janvier, l'éditorial d'André Fontaine, « Evidences malgré la censure ». La guerre est médiatisée. On ne sait rien. Démission de Jean-Pierre Chevènement, remplacé par Pierre Joxe. Le début des difficultés du groupe socialiste, la droite ne se manifeste pas du tout. Elle soutiendrait Mitterrand, qu'elle ne ferait pas mieux. La marée noire pollue le Golfe.

- 31 janvier : les pacifistes n'apparaissent plus sous la forme d'entre-filets, en page 9 ou page 10. Par contre, les manifestations pro-irakiennes s'intensifient dans le monde arabe. Les prises de position des religieux, bien silencieuses jusque là, sont à nouveau présentes et appellent au cessez-le-feu, à la fraternité humaine. Bush appelle à la prière.

La guerre a trouvé ses souteneurs, elle est désormais en vitesse de croisière.

- 2 février, les partis communistes mondiaux appellent au cessez-le-feu immédiat et sans condition. Le PCF soutient Gilles Perrault.

Pour un certain temps, cette guerre soudaine, brutale, s'installe. On ne sait toujours rien des civils massacrés. Il est de plus en plus manifeste, que seul un enjeu économique et stratégique, est la véritable raison de cette guerre. « On a enfoncé la guerre dans la mémoire de l'homme résigné », dit J. Higelin.

Et le journal de Jacques Lesourne d'en rajouter. Ainsi, au fil des jours les positions des va-t-en-guerre s'affirment au détriment du discours pacifiste. Celui-ci est alors marginalisé, le silence est total sur les initiatives multiples contre la guerre.

Place aux armes et à l'attaque terrestre imminente. Cette dernière sera moins longue que prévue. Le 28 février, les bellicistes ont gagné. **Le Monde** est satisfait...

Solange Duclos
(Toulouse)

La FA vous intéresse...

Les Relations Intérieures de la Fédération anarchiste tiennent une permanence chaque samedi, entre 15 h et 17 h, au 145, rue Amelot (M^o République ou Oberkampf), 75011 Paris

ECONOMIE

Une affaire de pétrole

Il est toujours bon de rappeler quelques données économiques et géopolitiques sur le Moyen-Orient en cette période d'après guerre. Suite à une conférence donnée à Toulouse en février dernier, Alexia, pour le compte du Monde libertaire, a bien voulu rapporter les propos d'un intervenant, professeur d'économie.

Le pétrole constitue la première marchandise : 3 milliards de tonnes produites par an, 35% des besoins énergétiques. Mais irréversiblement son rôle se réduit. C'est une énergie non renouvelable (il reste 100 ans d'exploitation) et polluante (1 milliard de déchets toxiques). Le pétrole est aussi la matière première stratégique qui a donné lieu depuis un siècle à une guerre ouverte.

Le marché des producteurs est concentré : 20 pays produisent 90%. Le Moyen-Orient est la première région productrice (30%). Les Etats-Unis en produisent 17%... L'URSS 22%.

La distribution est contrôlée par sept compagnies appelées les « Sept sœurs ». Cinq sont d'origine américaine, une est anglaise et la dernière est anglo-hollandaise. A la suite d'une OPA, les « Sept sœurs » ne sont plus que cinq. Ces compagnies forment un cartel. Elles contrôlent les prix et la distribution (40%). Le prix du pétrole est constitué d'un coût (prix de base) et d'une rente... Auxquels

s'ajoutent, proportionnellement à la rente, des frais de transport, de raffinage et des taxes (75%). Cette rente est un rapport de force économique, politique et militaire entre les rentiers (propriétaires du sol) et ceux qui veulent accéder aux produits. Il a été à l'origine de nombreux conflits, assassinats et coups d'Etat.

La consommation du pétrole est stagnante. On assiste depuis dix-huit ans à une surproduction chronique. Le problème à l'heure actuelle n'est pas le maintien d'un prix bas du pétrole. L'enjeu pour les Etats-Unis est simplement de maintenir les prix à un niveau satisfaisant pour rentabiliser leur propre pétrole.

Au gré des chocs pétroliers

Dans huit ans, lorsque les réserves pétrolières des Etats-Unis seront amoindries, il sera important pour ce pays d'avoir un contrôle sur les prix, sur la disponibilité physique du pétrole au niveau mondial. Il reste, en l'occurrence, cinquante ans de réserves pour l'Arabie et douze ans pour l'URSS.

Outre ces raisons économiques et stratégiques qui ont motivé la guerre du Golfe d'autres ont été d'ordre géo-politique.

Les pays développés sont en crise depuis 20 ans. La crise industrielle au milieu des années 60 aux USA a été suivie d'une importante crise monétaire. Le système monétaire international s'est effondré en 1971, la convertibilité du dollar en or a été supprimée. Les chocs pétroliers ont donc été les conséquences de la crise monétaire : en 1973, premier choc à la

hausse, issu des accords entre l'OPEP et les pays développés (depuis la deuxième guerre mondiale, le prix n'avait cessé de baisser) ; en 1979, 2^e choc pétrolier... d'ordre spéculatif. Puis 1986, le prix du pétrole se retrouve en dessous du niveau où il était avant 1973. Il est aujourd'hui stabilisé à 15 dollars.

Ainsi, vingt ans d'améliorations de rapports de force sont gommés. L'Irak est alors un pays ruiné qui a tout simplement fait un hold-up sur son créancier. L'ordre du monde s'est modifié, il n'y a plus d'équilibre de la terreur. L'hégémonie de l'impérialisme est en déclin. L'impérialisme soviétique impose sous le poids des dépenses d'armements...

La guerre était-elle une issue à la crise ? Il n'y pas de configurations semblables aux deux précédentes guerres. Cet affrontement est celui du Nord contre le Sud, des pays développés contre le Sud pauvre et désuni. Le Sud est une région de misère. L'Irak est pauvre et ruiné. Israël est un pays en survie où l'inflation atteint 400 à 500%. C'est grâce aux capitaux américains (5 milliards de dollars par an) que ce pays semble plus florissant que ses voisins.

De leur côté, les excédents pétroliers servent pour certains régimes à la construction de palais somptueux et à l'achat d'armement.

D'une bi-polarité du monde, on est passé à une multi-polarité dans laquelle se juxtaposent des guerres civiles qui sont le fait d'affrontements idéologiques, qui ne servent comme toujours que les mêmes privilégiés.

Propos recueillis par Alexia

CONFERENCE DU CIRA

Henri Portier, professeur, responsable de la Commission histoire et patrimoine de la pédagogie Freinet, donnera, au siège du CIRA : 3, rue Saint-Dominique, Marseille 1^{er}, le samedi 16 mars 1991, à 17 heures, une conférence intitulée : « Les libertaires et la pédagogie Freinet dans l'Entre-deux-guerres ».

Le conférencier éclairera notamment quel fut le rôle des libertaires à l'origine du mouvement, rôle qui apparaît capital puisqu'ils furent les fondateurs de la Coopérative de l'Enseignement laïc et traitera en détail de cette période où lutte syndicale et lutte pédagogique étaient intimement mêlées.

Le CIRA rappelle en outre qu'il tient très régulièrement des permanences le mardi et le jeudi après-midi et qu'il reste à la disposition de tous les chercheurs (courrier à adresser à la BP 40, 13382 Marseille cedex 13).

UNION LOCALE CNT-AIT DE LILLE
L'Union locale de Lille de la Confédération nationale du travail (CNT), affiliée à l'Association internationale des travailleurs (AIT), communique :

La CNT procède à la création d'un « syndicat des travailleurs temporaires de la région Nord et Pas-de-Calais » destiné à regrouper, pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux, les salariés des entreprises de travail temporaire et les salariés travaillant sous le régime du contrat à durée déterminée (tel qu'il est redéfini par la loi du 12 juillet 1990).

Ce syndicat s'efforcera, au jour le jour, d'apporter tout son appui aux salariés temporaires en difficulté ou en conflit avec leur employeur et la « justice » patronale. Mais il ne se propose pas d'aménager le système actuel de travail précaire : il entend œuvrer à sa destruction, comme à l'abolition du salariat dans une perspective fédéraliste et anti-autoritaire.

Le syndicat des travailleurs temporaires de la région Nord et Pas-de-Calais (CNT-AIT) a son siège social au Centre culturel libertaire, 1/2, rue Denis-du-Péage (M^o Fives), 59800 Lille. Tél. 20.47.62.65 (répondeur).

Par ailleurs, depuis le 7 mars, une permanence syndicale CNT-AIT se tient tous les jeudis, à 18 h, au Centre culturel libertaire.

Eric Dussart
(secrétaire du l'Union locale)
Maurice Spillebout
(secrétaire du STT-CNT)

Souscription

Les éditions du Monde libertaire lancent une souscription en vue de la publication des deux prochains ouvrages :

- *Bakounine politique, révolution et contre-révolution en Europe centrale*, René Berthier. Prix de souscription : 90 F. Parution en juin 1991 ;

- *Ecrits sur le fascisme* (dont la Contre-révolution préventive), Luigi Fabbri. Prix de souscription : 110 F. Parution en octobre 1991.

Les deux ouvrages, en souscription, coûtent 200 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Patrick Marest et à adresser à SHE, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

« FEMMES LIBRES »

Lâchez tout !

Le Monde libertaire profite de l'occasion qui lui est donnée par la célébration de la Journée internationale des femmes, le 8 mars, pour vous livrer ce long texte de notre compagne Hélène Tallet, où sont exposés les buts du mouvement libertaire « Femmes libres ».

Au-delà du temps qui passe et de nos conditions différentes, femmes, femmes oubliées, blessées, exploitées ou adultérées, mais si rarement respectées, l'avenir comme le présent nous appartient ! Il faut briser le silence de nos larmes, de nos désirs, ôter le poids de la résignation qui nous fait courber l'échine et cette culpabilisation de notre condition qui écrase si souvent notre révolte.

Face aux pouvoirs et à la force, à toute atteinte du respect et des droits humains, il ne faut plus nous taire. Un esprit libre ne peut rien apprendre en esclave et l'Histoire même, contée dans nos livres d'école, occulte souvent le témoignage de nos luttes au profit de l'étude des différents pouvoirs (religion, armée, Etat... Macabre trilogie). Ainsi, par exemple, les années qui suivirent 1931 furent une époque déterminante pour le peuple espagnol, dans l'accomplissement d'une transformation politique, économique et sociale, lui permettant de passer d'un régime monarchique et théocratique - avec un système agraire féodal - à l'instauration d'une république et pour nombre de paysans et paysannes, d'ouvriers et d'ouvrières à la gestion collective et fédérative des moyens de production et de distribution.

L'exemple espagnol

C'est dans ce contexte, précédé de nombreuses années de sensibilisation sur les causes de l'oppression et les moyens de s'en libérer, que les femmes, voulant participer au changement des faits et des comportements, constituèrent des groupes « Mujeres Libres » (Femmes libres) au côté des anarcho-sindicalistes de la CNT et des anarchistes de la FAI.

Dès l'origine, l'organisation spécifique et indépendante, « Mujeres Libres » regroupa jusqu'à 20 000 affiliées, dont les fondatrices furent, entre autres, Lucia Sanchez-Saornil, Mercedes Comaposada, Amparo Poch et Gascon (1).

Trois raisons motivèrent leur démarche :

- 1) l'existence d'un problème spécifique-féminin ;
- 2) l'acceptation de l'anarchisme comme idéal révolutionnaire proposant l'égalité entre toutes les personnes sans distinction de sexe ;
- 3) l'existence d'une contradiction entre la théorie et la pratique des militants.

Elles constituèrent un projet clair d'émancipation de la femme où était pris en considération la lutte des compagnes et des compagnons vers une cause commune. Mais l'on n'efface pas les stigmates d'une éducation sexiste et phalocrate aussi facilement, et malgré le travail considérable effectué (constitution de centres de formation professionnelle, d'alphabétisation, de planification sexuelle, de garderies, de soins, d'accueils, réalisation de publications et tenue de conférences), leur succès

fut principalement dû à leur détermination à revendiquer et mettre en pratique l'égalitarisme dans les relations inter-individuelles, à lutter pour l'abolition du pouvoir et son corollaire la soumission tant dans la famille, au travail, qu'entre hommes et femmes. Amener chacun et chacune à prendre conscience et à agir par soi-même pour s'émanciper de façon solidaire, telle fut leur méthode.

Briser le silence des femmes

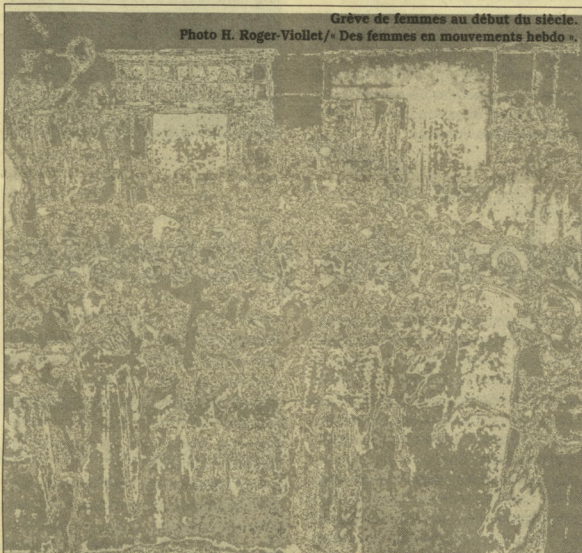
La réaction guerrière et fasciste des pouvoirs nationalistes réprima dans le sang ce mouvement de libération morale, intellectuelle et matérielle, de ce peuple dont la révolution prônée était une évolution progressive de la condition humaine vers plus d'autonomie, de respect et de liberté.

Mais la mort ne peut tuer ce besoin, ce désir si profond dans l'être humain. Or, nous voilà aujourd'hui face au dilemme du progrès qui, associé aux appétits des puissants, nous ramène au siècle de l'esclavage. Apprendre à accepter la fatalité et s'en

cela la politique dans son sens le plus noble, et c'est aussi l'affaire de chaque personne. Mais si nous voulons améliorer et changer la société, la première révolution à faire commence en soi : c'est la révolution de la conscience, c'est celle de l'intelligence. Il n'y a aucune solution extérieure à soi qui résoudra les problèmes d'oppression et d'exploitation. Ensemble et individuellement nous mettrons en pratique cette utopie qui n'est réalité que pour une classe privilégiée qui se l'arroge par le profit et la corruption.

Nous avons organisé une première rencontre internationale du 16 au 19 août 1990, à Bordeaux, et avons défini les bases d'une réflexion et d'une dynamique au travers d'un objectif commun : l'élaboration d'une société anarchiste. Le mouvement « Femmes libres » est ouvert à toute personne qui respecte nos principes. Nous œuvrons sans sectarisme avec les compagnons qui nous soutiennent, mais avons à cœur de rester vigilantes.

A l'issue de ces rencontres ont été adoptés : un emblème, qui nous identifie internationalement. Cela n'exclut pas le choix d'un logo local par un groupe s'il le désire,



Grève de femmes au début du siècle. Photo H. Roger-Viollet. Des femmes en mouvements hebdo.

contenter voilà le slogan de l'ère libérale et technocratique post-industrielle qui, voulant hier faire que la machine soit au service de l'Homme, aujourd'hui nous conduit au bord du gouffre. Quel non sens et hypocrisie méfait que celui de façonner les êtres à l'image de la société au lieu que les individus la fasse à la dimension de leurs besoins.

Femmes, nous aussi devons nous organiser, parler, briser ce silence qu'on veut nous imposer. Par beaucoup considérées comme objet sexuel ou « bonniches », femmes timides, apeurées, battues ou soumises... Quel être humain enverrait cette condition s'il avait à choisir ?

C'est pourquoi femmes de différents pays, venues de tous horizons, certaines militantes dans diverses fédérations, d'autres non, étudiantes, sans travail, salariées ou retraitées, nous décidons de concrétiser ce mouvement « Femmes libres » et d'amener chacun et chacune à réfléchir, ne plus se sentir isolé, faible, perdu ou menacé. Nous voulons construire un monde nouveau où soit autant respecté la femme que l'homme, et cela sur les seules bases qui le permettent : l'égalitarisme et l'entraide. La gestion de la cité, c'est

tout en respectant l'option collective ; l'élaboration de principes et finalités de notre mouvement, nous permettant de nous définir théoriquement et pratiquement.

Ceux-ci reposent sur les objectifs suivants :

- 1) la construction d'une société libertaire, qui nécessite pour chaque femme de bien connaître ses aspirations et motivations, et qui se fonde sur l'anti-autoritarisme ;
- 2) la lutte contre l'ignorance, les religions et les dogmes, qui incarnent la contrainte organisée et cultivent la soumission ;
- 3) la liberté sexuelle, et que cet aspect n'influe pas désagréablement sur le groupe ou dans nos relations, qui présuppose : une information complète sur ce qui concerne la vie sexuelle et le choix de procréation volontaire, et une éducation de la volonté afin que n'interviennent dans les relations ni violence ni contrainte ;
- 4) l'anarchisme sous tous ses aspects : individualiste, syndicaliste, communiste qui présente :

- une aspiration humaine de l'individu qui de par sa volonté s'épanouit en dehors de toute réglementation ou contrainte extérieure et refuse d'exercer toute exploitation d'autrui ;

8 MARS

Journée des femmes

CETTE année encore, le 8 mars a été l'occasion, pour les femmes de faire entendre leurs revendications spécifiques. Elles étaient 300 à Paris, place Saint-Germain, pour rappeler leur combat contre toutes les guerres, leur souci de lutter pour « une paix fondée sur la justice et le désarmement, et non pas sur l'équilibre de la terreur, la domination d'une grande puissance, ou la punition du peuple irakien par l'embargo ou les sanctions... ». Une paix, ajoutent-elles, dans laquelle les femmes obtiennent « leur libération vis-à-vis de toutes les oppressions économiques, sociales, politiques et religieuses... ».

Le lendemain, 9 mars, elles défilaient dans les rues de Paris, à l'appel de la CGT et des associations féministes de République à Beaubourg. A l'initiative de cette manifestation, on retrouvait Gisèle Halimi, Catherine Ribeiro, Renée Conan (député Vert européen) et bien d'autres, décidées à exprimer leur solidarité internationale.

En province, d'autres initiatives étaient réalisées dans les grandes villes : Marseille, Bordeaux, Lyon...

Journée nécessaire, donc, qui devrait se prolonger bien au-delà de ces rendez-vous devenus institutionnels. En effet, il est loin le temps où les femmes étaient des dizaines de milliers dans les rues des grandes villes pour y revendiquer leurs droits. Pourtant, les inégalités demeurent, et il paraît indispensable qu'elles se réapproprient cette journée. Car si les luttes de ces vingt dernières années leur ont permis de mieux se faire entendre, leurs acquis restent fragiles. Elles sont

très souvent les premières victimes du chômage. Elles sont dans des emplois précaires et peu qualifiés pour une majorité d'entre elles. Quant à leur vie privée, elle demeure encore assujettie aux contingences masculines. Ainsi, la journée de travail ne s'arrête hélas pas à la sortie du bureau, de l'usine ou du champ !

On note toujours autant d'atteintes à la dignité féminine. Ces jours derniers, l'actualité est venue nous le rappeler : procès de l'exicision ; rapport d'Amnesty International sur le viol des femmes en prison, comme moyen de torture ; drame du quotidien, comme l'assassinat d'une jeune palestinienne de 18 ans par son frère parce que cette dernière « fréquentait des hommes ». Et on pourrait multiplier les exemples et ne pas les limiter aux seuls ressortissants du tiers monde.

En Occident, les récentes opérations commandos contre des centres IVG nous démontrent l'universalité de l'oppression subie. En Pologne, l'Eglise vient d'obtenir la fermeture du dernier centre IVG, de Varsovie. Et ironie de l'histoire, voilà que les Polonaises doivent compter sur le soutien des parlementaires restés fidèles à l'ancien régime communiste pour espérer conserver un minimum de droits !

« Ringardes » les luttes féministes ? Non ! Les libertaires ne le pensent pas et souhaitent voir se redévelopper un mouvement apte à poser les problèmes de façon radicale, à l'heure où la torpeur semble gagner les consciences.

Alain Dervin
(gr. Pierre-Besnard)

- une aspiration sociale dans l'élaboration d'une société libre, sans classe ni Etat, qui comprend du point de vue économique l'égalité sociale, la gestion directe des moyens de production et de distribution en fonction des besoins, la pratique de l'entraide, l'abolition du salariat et de toutes formes d'oppression qui engendrent l'exploitation ;

- une aspiration individuelle et sociale : l'association par groupements affinitaires (fédéraliste, communiste libertaire, individualiste anarchiste et anarcho-syndicaliste).

Notre propagande critique vise aussi bien le sort fait à la femme que celui subit par l'homme, elle s'appuie sur les bases de l'autorité et de l'exploitation dont les victimes sont à la fois les hommes et les femmes. Nous voulons, ainsi, améliorer les rapports, afin d'exclure tout machisme et féminisme sectaire et conformiste qui relèguent chacun et chacune aux mêmes tâches.

Pour l'émancipation individuelle

Cette émancipation individuelle a pour but de s'étendre à tous et à toutes, notre idéal étant l'internationalisme.

Nos terrains de lutte reposent sur les actions suivantes : anarcho-syndicalisme, antimilitarisme, anti-étatisme et anti-dogmatisme. Ils concernent aussi les lieux d'enfermement, le racisme, le sexisme, les pouvoirs et la servitude. Nos moyens sont la connaissance et la propagation de l'éducation libertaire, l'affirmation du droit à l'égalité, le respect de l'enfant face aux tenants du pouvoir, la lutte contre les endoctrinements et l'entraide, la constitution d'un Comité de relations internationales avec des mandatées par pays, afin d'organiser un réseau d'échanges et de contacts, résoudre le problème de la communication internationale par l'apprentissage et la pratique de l'esperanto, la réalisation d'un bulletin de liaison international en

quatre langues (espagnol, français, anglais, esperanto) incluant des cours de la langue internationale et reflétant nos activités et besoins, renouveler ces rencontres et proposer pour cela des thèmes à débattre, des formes de discussions et des lieux éventuels (2).

Ce n'est ni l'âge ni l'ordre moral, politique ou religieux, ni le conformisme et les préjugés qui nous feront baisser les bras. Seul nous guide ce désir profond d'un monde plus juste et plus humain, que nous puissions offrir aux enfants à qui nous, femmes, donnons parfois la vie ! Hommes et femmes, nous sommes tous responsables de la société dans laquelle nous évoluons. Alors, il ne faut plus attendre ! Agissons dans nos gestes quotidiens pour améliorer les comportements, dénoncer l'injustice et transformer les relations, rompre l'isolement par la pratique de l'appui mutuel. Au siècle dernier, Nelly Roussel disait : « Si vous saviez, ô hommes, combien vous serez plus heureux quand les femmes seront plus heureuses ! »

Pensez qui devrait faire s'empourprer certains visages, si seulement ils avaient le courage, chaque fois qu'ils passent devant un miroir, de se regarder, de se voir : « Ah ! si seulement nous avions le courage, chaque fois que l'on passe devant un miroir, le courage de nous voir ! » (Serge Utgé-Royo).

Hélène Tallet

(1) Certaines de ces compagnes ont apporté, en 1987, leur témoignage dans une cassette vidéo VHS *De toda la vida*. Elle existe en plusieurs versions. Location : 200 francs la semaine (port inclus), à CES, BP 233, 66002 Perpignan cedex.

(2) Pour le compte-rendu des rencontres (prix : 32 F), port inclus) ou contribuer au bulletin, écrivez à « Femmes libres », c/o RIS, BP 43, 33322 Bègles cedex. N.B. : le titre de l'article est emprunté à celui du livre d'Annie Le Brun.

DROME

Résistance autour du tracé TGV Sud-Est

L'OFFENSIVE belliciste dans le Golfe étant retombée, le quotidien semble peu à peu reprendre ses droits. Dans la Drôme, malgré le conflit, les problèmes liés au tracé du TGV-Est ont été plus que jamais à l'ordre du jour. En septembre, nous vous avions parlé d'Autichamp, petit village résistant au projet du tracé TGV envisagé par la SNCF. Depuis, les villageois sont toujours aussi hostile aux initiatives de la SNCF et des pouvoirs publics. Mais au-delà, c'est toute la population de la région qui manifeste. A Chabeuil, Fauconnières, Montmeyran, Vaunaveys, La Roche-sur-Grane, Vence-et-Berre, Crest, Solerieux... les tracts et pétitions circulent plus que jamais à l'initiative d'associations locales réunies au sein du collectif « Colère 26 » (1). Collectif qui reçoit le soutien actif des Verts.

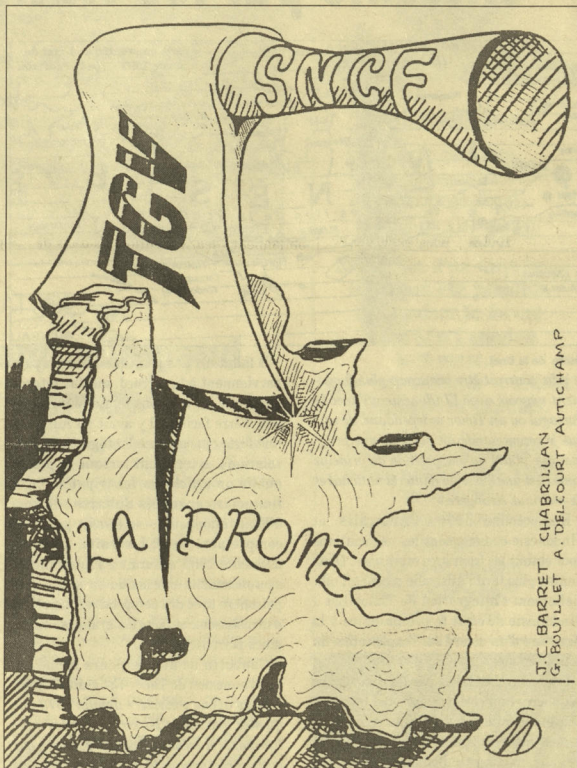
Au sein des associations, on parle de « mauvais choix ». Mauvais choix dans la nature du tracé des nouvelles voies SNCF, dans la mesure où sont méconues les réalités locales et mettent en péril l'environnement. Mauvais choix aussi dans la politique d'abandon par la société nationale de petites lignes ferroviaires jugées peu rentables, mais qui rendaient bien service aux villages souffrant d'enclavement.

Terminus en cours de tronçon

Sur l'autel des profits et d'une modernité mal conçue, c'est toute une région que l'on tient à faire déprimer en la défigurant et en l'asphyxiant. Et comme c'est généralement le cas, les projets en cours ont été décidés sans la moindre transparence par une bande de technocrates. C'est avec surprise que la Drôme s'est découverte traversée par la nouvelle ligne SNCF destinée au TGV.

Tant bien que mal, l'administration a tenté de se concilier les bonnes grâces d'élus en orchestrant un simulacre de concertation. Un certain nombre s'est refusé à cette mascarade jouée par la mission Querrien. Le 17 janvier, après maintes tergiversations, le pouvoir a fait connaître ses intentions quant au tracé. Le gouvernement a choisi, à la faveur de la guerre du Golfe. Antidémocratique, telle est le qualificatif qui accompagne la manière dont il a été décidé des choses.

D'un tronçon à l'autre la SNCF place ses billes. Les associations se disent conscientes que « se battre pour un tronçon est un combat d'arrière-garde ».



Donc, le mot d'ordre est actuellement : « Le TGV ne doit pas aller au-delà de Saint-Marcel-lès-Valence (2) sans une réelle mise à plat du dossier TGV ».

Conscients que le TGV finira bien par passer au travers de la Drôme, ceci avec la complicité de certaines instances (SAFER, Chambre d'Agriculture, FNSEA, Conseil général...), les opposants au tracé veulent que soient mis en lumière, dès à présent, les problèmes liés aux expropriations et aux nuisances du TGV. Résignation ? A la question, il est répondu : « Saint-Marcel-lès-Valence-terminus... Jusqu'à preuve du contraire ! », et par la même, il est rappelé que c'est « tout le projet TGV, tel qu'il est imposé aux populations qui refuse « Colère 26 ».

La résistance est donc encore à l'ordre du jour. Le collectif « Colère 26 » en lutte avec les personnes directement menacées par le tracé du TGV à l'étude orga-

nise leur défense. Une défense juridique sur les plans particuliers et collectifs est en place. A cela s'ajoutent maintes actions menées face à la désinformation et aux manipulations qui précèdent toute enquête d'utilité publique. « Colère 26 » ne veut pas en démordre. Pour lui « un TGV au service de tous, ça s'étudie ensemble et dans la transparence ». Espérons que la contestation drômoise aura raison des décisions technocratiques présentes.

Claude Nepper
(suivant infos fournies par Alain Delcourt, conseiller municipal Vert d'Autichamp)

- (1) « Colère 26 » peut être joint en écrivant à : Le Souffladet, 26120 Chabeuil.
- (2) A Saint-Marcel-lès-Valence, Rodolphe Pesce, maire socialiste de Valence et par la même patron du département, y a gagné une nouvelle gare, dont l'utilité n'est pas avérée, soulignent ses détracteurs.

et que ce procès avait été fait pour l'exemple », le procureur répliqua : « on regrette, aujourd'hui, qu'il n'y ait pas plus de personnes dans le box ».

Mieux, le Trésor public, à partir de devis « approximatifs et estimatifs » réclame la somme pharamineuse de 6 270 933, 59 F. aux condamnés.

Comme le précédent, ce procès en appel a été soigneusement vérrouillé. Il fut difficile pour les collectifs de soutien et les familles de prisonniers d'organiser une aide conséquente pour cette audience. Malgré cela, on put noter à Douai la présence de représentants de la Commission Prison-Répression (CPR), du Comité de soutien aux prisonniers rebelles (CSPR-Lille), de l'Association de parents et amis de détenus (APAD), d'anciens détenus et de militants anarchistes.

Verdict dans 15 jours.
Infos transmises par la CPR et le groupe Humeurs Noires de la FA

NANTES

Le mouvement anti-guerre

Malgré l'inertie et la sclérose du collectif unitaire nantais, soigneusement entretenues par le PC et le PCI (et leurs satellites), des mobilisations contre la guerre ont eu lieu tout au long du mois de février. Bien sûr nous étions loin des milliers de manifestants rassemblés en janvier, mais ces initiatives (rassemblements, manifs, happenings...) ont eu le mérite d'occuper la rue ponctuellement et de réaffirmer l'existence d'un courant pacifiste et antimilitariste.

Le Groupe de résistance et d'opposition à la guerre (GROG), collectif d'individus né en novembre de la rencontre de militants anarchistes (FA, OCL, anciens de l'UTCL) et d'inorganisés, a mené diverses actions symboliques : les murs d'un centre de documentation de l'armée de terre furent badigeonnés le 9 février, ceci, pour protester contre la télé-SIRPA, « clé de voûte d'une propagande mensongère » et le militarisme. Quelques jours plus tard, un spectacle de rue fut perturbé par des jets de tracts et de fumigènes, appelant la

population à dénoncer le rôle des médias dans cette guerre.

Le 24 février, à l'initiative du GASPROM-ASTI et du GROG, une manifestation d'une centaine de personnes sillonna la ville pour exiger un cessez-le-feu immédiat et l'arrêt des massacres.

Le 26 février, à l'appel du collectif unitaire, cette fois-ci, une nouvelle manifestation de 200 personnes eut lieu en réponse au déclenchement de l'offensive terrestre ; à la dislocation, seuls le GROG et le GASPROM se rendirent à la mairie pour conspuer les « socialistes-va-t-en-guerre ». Quelques heures auparavant, des militants du GROG étaient intervenus en plein conseil municipal, provoquant une suspension de séance.

Patsy (gr. Witkop de Nantes)

N.B. : Dans *Courant alternatif* de mars, vous trouverez un long article sur le mouvement anti-guerre à Nantes et sur le GROG. A lire absolument !

Concert à Colmar

Le 2 mars dernier a eu lieu à Colmar un concert pour la paix, organisé par le Collectif des Jeunes pour la paix - il faut préciser que la ville de Colmar est gérée par une opposition dont le conformisme culturel n'a rien à envier à celui du père Chirac. Ce genre de manifestation n'est donc pas des plus courantes, d'où un relatif succès auprès de la population.

En effet, environ 500 personnes sont venues écouter les groupes qui avaient accepté de venir jouer gracieusement pour l'occasion (Pavillon 36, Oktober...). D'autre part, une table de presse regroupait des infos sur la guerre et l'antimilitarisme, diffusées par l'UPF ou le *Monde libertaire* (entre autres).

Malgré la confusion actuelle sur les suites du conflit, on peut penser que cette manifestation aura été le point de départ sinon d'une prise de conscience collective - le public présent étant venu essentiellement pour la musique -, tout au moins d'un mouvement de réaction à l'anesthésie du corps social tant sur le plan culturel que politique.

Arnaud

BESANÇON

Stéphane Jeune emprisonné

Stéphane Jeune, élève en première BEP au lycée des Gravières Blancs, à Besançon (Doubs), a été arrêté au domicile de sa mère le 9 février 1991, parce qu'il avait refusé d'aller à Mâcon au centre de présélection pour le Service national. Emmené à Metz, il a refusé d'endosser l'uniforme. Jugé par le tribunal de Grande instance de cette ville, le 18 février dernier, il a été condamné à 15 mois de prison. Devant un jugement aussi inique, un comité de soutien s'est constitué (1). Stéphane ayant fait appel du jugement, Maître Jean-Jacques de Félice a accepté d'assurer sa défense.

Nous devons donc nous mobiliser en vue de ce nouveau procès qui doit avoir lieu à Metz dans les semaines à venir.

Si comme nous vous êtes scandalisés par un jugement aussi injuste, voici quelques idées pour soutenir Stéphane : écrivez lui, pour lui exprimer votre solidarité. Son adresse est la suivante : Stéphane Jeune, Maison d'arrêt Metz-Queuleu, 1, rue Seulhotte, 57070 Metz. Ecrivez aussi (en termes courtois) à : Monsieur le Président de la Cour d'Appel, 3, rue Haute-Pierre, 57000 Metz (envoyer un double au comité de soutien).

Un procès ça coûte cher (en frais d'avocat notamment), vous pouvez nous aider

en envoyant votre soutien financier au comité de soutien (sans ordre, avec la mention : « Soutien à Stéphane Jeune », au dos du chèque).

Par ailleurs, faites connaître ce cas autour de vous.

Jacques Collombet

(1) Comité de soutien aux objecteurs de conscience, c/o J. Collombet, Grand rue, 25320 Chemaudin.

LOOS-LES-LILLE

Procès en appel des mutins

Le mercredi 6 mars 1991, à la cour d'Appel de Douai s'est tenu le procès de 8 prisonniers ayant été inculpés, puis condamnés pour avoir participé à la mutinerie du 28 avril 1990 à Loos-lès-Lille.

Le 28 avril 1990, en début d'après-midi, 137 détenus de la Maison d'arrêt se révoltèrent et 75 d'entre eux occupèrent les toits. Ils y restèrent jusqu'au lendemain, et à cette époque les autorités pénitentiaires les assurèrent qu'il n'y aurait aucune poursuite contre les mutins.

Cette action, rappelons-le, intervenait dans le cadre d'une situation déjà évoquée dans *le Monde libertaire* : le surpeuplement carcéral. Ainsi, pour Loos-lès-Lille, il y avait, en avril, 1100 détenus pour 546 places.

Pourtant, le 25 septembre de cette même année, 8 d'entre eux furent accusés d'avoir « commis les actes les plus graves relevés au cours de la mutinerie ». Ils furent condamnés à des peines de prison ferme allant de un an à trois ans. Condamnations très lourdes, alors que l'accusation ne reposait dans les faits que sur un film vidéo (confisqué aux journaliers) dans lequel on pouvait identifier tout au plus deux des huit mutins incriminés, et à partir de témoignages extrêmement douteux extorqués à des co-détenus, restés anonymes.

Face aux arguments avancés par l'un des avocats, Maître Dupont-Moretti, qui rappelait « que le Préfet de région avait promis qu'il n'y aurait pas de poursuites...

**Sur les ondes de...
RADIO-LIBERTAIRE
(89.4 FM - Paris)**

écoutez
« Si vis pacem »
(l'émission antimilitariste de l'Union pacifiste de France),
chaque jeudi,
de 18 h à 19 h 30

AUSTRALIE

De Timor au Golfe

La presse australienne s'est récemment fait l'écho du débat sur Timor-Est, qui a été relancé par le conflit du Golfe. L'analogie des situations n'échappe pas en effet à la perspicacité de certains. Ian Matthews, dans le *Canberra Times* du 13 janvier 1991, rapporte les questions que la sénatrice Jo Vallentine a posées à Gareth Evans, ministre des Affaires étrangères, questions embarrassantes qui soulignent le caractère sélectif des principes qui guident le Conseil de sécurité des Nations-Unies : certaines invasions sont nécessaires, justifiées, approuvées, et d'autres ne le sont pas. Le ministre peut-il en particulier expliquer la différence entre l'invasion irakienne du Koweït et l'invasion indonésienne de Timor-Est en 1975 ?

La sénatrice veut ainsi savoir si le ministre « reconnaît l'ironie d'une situation où le pétrole est impliqué dans les deux conflits, mais où, dans le Golfe, l'Australie choisit le côté de la victime tandis que plus près de chez nous le gouvernement choisit le côté de l'agresseur ».

La réponse du ministre, sublime, se résume à ceci :
- l'invasion de Timor-Est ne fut pas suivie de résolutions des Nations-Unies instituant des sanctions économiques ;

- il n'y eut pas de résolution des Nations-Unies appelant à l'usage de la force ;
- la réplique internationale à l'invasion du Koweït par l'Irak a été massive et fondée sur le sentiment qu'une agression brutale de cette sorte était intolérable.

En d'autres termes, si personne ne proteste contre l'invasion d'un pays par un autre et que la machinerie des Nations-Unies se grippe dans des conflits de pouvoir et d'intérêt, une invasion réussie est acceptable.

Mais le ministre ne s'en tient pas là, « d'autres différences peuvent être soulignées », dit-il : « Timor-Est n'était pas, bien sûr, un pays souverain en droit, mais une dépendance coloniale qui avait été en fait désertée par son ancien maître colonial et dans lequel un important conflit faisait rage entre trois groupes rivaux, dont deux, je le rappelle, étaient en faveur de l'intégration avec l'Indonésie. »

Le ministre ne s'interroge pas, évidemment, sur l'importance respective des deux groupes en faveur de l'intégration et de celui qui réclamait l'indépendance... C'est là une curieuse justification de l'invasion armée : le vide laissé par le départ d'une puissance coloniale doit être rempli par la puissance locale la plus proche. Il ne vient pas à l'esprit du ministre - d'un gouvernement travailliste, soit dit en passant - qu'un référendum ou une élection permettrait aisément de régler la question.

La sénatrice Jo Vallentine demande au ministre si le « gouvernement aura le courage d'admettre que son silence depuis 1975 était une erreur et que cela peut être rectifié si l'Australie joue un rôle constructif en réglant ce conflit. » Le ministre répondit que pour lui le problème était réglé. Il déclara au Sénat, en termes que n'aurait pas reniés Saddam Hussein, qu'il « y a un moment où la réalité d'une annexion ou d'une absorption de cette sorte doit être acceptée. Ce moment est arrivé pour ce pays il y a quelques années ». Voilà qui est clair...

En conclusion, l'auteur de l'article, Ian Matthews, cite l'ancien directeur du Trinity Peace Research Institute de Perth, selon lequel il y eut un sentiment d'indignation internationale bien plus grand pour l'invasion du Koweït que pour celle de Timor-Est : « Les nations occidentales n'ont pas de politique uniforme pour s'opposer par principe à des invasions. Elles s'opposent seulement à celles qu'elles n'aiment pas... L'invasion de Timor-Est a révélé l'importance constante du pouvoir, plutôt que de la moralité, dans les relations internationales... »

Ça aussi, on le savait...

R.B.

IRLANDE

La radio-pirate des femmes de Galway

Voici un texte transmis par une amie irlandaise qui lutte depuis des années contre la censure et l'oppression des femmes en Irlande. Elle tente régulièrement de leur donner la parole. Pour cela elle se débat contre les flics irlandais et a déjà fait plusieurs séjours en taule.

Ne pouvant émettre 24 h sur 24 h, Margareths essaie pourtant régulièrement de faire fonctionner la radio-pirate des femmes de Galway. Elle a besoin pour cela de solidarité internationale.

Le texte qui suit est un appel pour que cette année encore la voix des femmes se fasse entendre en Irlande. Cet appel s'adresse à toutes celles qui par un moyen ou un autre peuvent animer des émissions de radio. Margareths est prête à accueillir des témoignages de femmes sur ses ondes et à émettre sur les ondes françaises (l'expérience a déjà eu lieu l'année dernière avec Radio-Libertaire à Paris et « Magazine Libertaire » à Nantes) ;

Voici l'appel :
« La radio-pirate des femmes de Galway parlera sur les ondes : du jeudi 7 mars 1991 à minuit au vendredi 22 mars 1991... Deux fois par jour, le matin à 11 h et le soir

à minuit (pendant environ deux heures). Nous parlerons ouvertement de notre droit de réaliser dans le monde, sur les ondes la liberté d'information, la liberté des discours, la liberté d'expression, la liberté de choisir le divorce, d'avoir une contraception, de pouvoir avorter, de vivre notre propre sexualité.

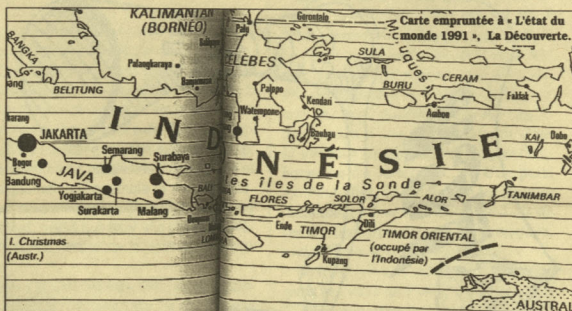
Nous proclamons ouvertement notre droit d'utiliser notre imagination et notre esprit pour crier : « pas de sang pour le pétrole, pas de sang pour le sionisme, pas de sang pour le Royaume-Uni, les bases américaines, la domination du monde ! »

Notre gouvernement, en autorisant, en notre nom, les avions américains à faire le plein d'essence a forcé l'Irlande à se mettre du côté de la minorité qui contrôle les richesses du monde. Nos quelques voix crient : « plus de pillages, de viols, de massacres, de génocides des femmes dans le monde ».

L'éducation des enfants n'est pas prise en compte ou payée comme un travail, mais tuer des enfants l'est. »

Info transmise par Patsy (gr. Witkop de Nantes)

Un cas de prédation internationale entériné par les Nations-Unies



(suite de la Une)

et cela pourrait être beaucoup plus facilement négocié avec l'Indonésie qu'avec le Portugal ou un Timor indépendant. Je sais que je recommande un point de vue pragmatique plutôt qu'une position de principe mais c'est une question d'intérêt national et de politique étrangère.

En octobre 1976, l'Australie et l'Indonésie commencent les négociations pour établir les frontières maritimes. Deux années plus tard l'Australie reconnaît officiellement l'intégration de Timor-Est à l'Indonésie : c'était le préliminaire à la signature d'un accord sur l'exploitation du pétrole en mer.

Les recherches faites par les compagnies pétrolières confirment le potentiel pétrolier. Une étude faite par Elf-Aquitaine en 1977 parle d'une « très grande découverte » et prédit entre un et sept milliards de barils.

Il fallut dix ans pour que les deux pays parviennent à un accord, qui fut retardé parce que les relations bilatérales étaient loin d'être faciles. Il y avait en Australie une forte opposition à l'intégration et les relations se ternirent lorsque la presse publia une question d'intérêt national et de politique étrangère.

Canberra ne nia d'ailleurs même pas que l'annexion de Timor-Est était illégale : « Nous avons considéré depuis 1979 que quelles que soient les circonstances malheureuses et même l'illégalité possible, qui entourent l'acquisition de Timor-Est par

l'Indonésie dans les années 70, la souveraineté indonésienne sur le territoire devrait être acceptée non seulement de facto, mais aussi de jure. Il n'y a aucune obligation légale qui oblige à ne pas reconnaître l'acquisition d'un territoire par la force. » (Gareth Evans, ministre des Affaires étrangères et sénateur, *Senate Daily Hansard*, 1^{er} novembre 1989.)

Les prises de position de l'Australie, avant même que l'Indonésie n'envahisse Timor-Est, furent cruciales dans la détermination de l'attitude des pays occidentaux : elles contribuèrent substantiellement au manque de volonté politique des Nations-Unies contre un prédateur brutal. Alors que dans le cas du Koweït, les intérêts des puissances occidentales imposaient qu'on empêche la saisie par l'Irak d'une des sources les plus profitables de pétrole, dans le cas de Timor-Est, ces intérêts imposaient qu'on entérine une telle prédation.

Deux poids, deux mesures. Mais ça, on le savait déjà...

Raoul Boullard

(D'après de la documentation de The Indonesia Human Rights campaign.)

Adresses utiles :

— The Indonesia Human Rights Campaign, 111 Northwood Rd, Thornton Heath, Surrey, CR7 8HW, Grande Bretagne. Tel 081 771 2904.
— Agir pour Timor, 22 bis rue Jouvelet, 75016 Paris.

Informations suisses

Taisez-vous les petits, quand les grands parlent, tel semble être l'esprit qui anime la bureaucratie communautaire dans ses négociations avec la petite Europe, à savoir les membres de l'AELE (pays scandinaves, Autriche et Suisse). L'enjeu concerne la construction de l'Espace économique européen (EEE) qui devrait permettre aux Etats européens ne pouvant ou ne voulant pas se résoudre à demander l'adhésion pure et simple à la communauté de ne pas se voir rejetés à l'extérieur des murs de la forteresse qui est en voie d'édification.

L'AELE se disait d'emblée prête à accepter ce qu'il est convenu d'appeler l'« acquis européen », en d'autres termes, règles et normes adoptées jusqu'à ce jour par la CEE, mais demandait - quoi de plus naturel - un droit de codécision pour tout ce qui toucherait l'avenir de l'EEE commun. Pas question, leur a répondu Bruxelles. On vous consultera, mais c'est nous qui décidons.

L'Europe en devenir

Simultanément, et depuis bientôt deux ans, des pourparlers bilatéraux très durs ont lieu entre l'Autriche et la CEE, d'une part, la Suisse et la CEE, d'autre part, sur l'important sujet du trafic de transit à travers les Alpes. Il faut savoir que la Suisse interdit le passage aux camions de 40 tonnes et que l'Autriche veut un plafonnement des autorisations de passage sur son territoire pour réduire la pollution et le bruit. L'été dernier, le conseiller fédéral chargé des transports a même promené le Commissaire européen en hélicoptère dans les vallées alpines pour lui faire comprendre que la simple topographie du pays interdisait toute augmentation du trafic routier et que le « fer-

roulage », c'est-à-dire le transport rail-route combiné, tel que proposé par la Confédération helvétique, constituait la seule solution raisonnable.

Chez les populations concernées, tant en Autriche qu'en Suisse, la révolte gronde, excédées qu'elles sont par les nuisances qu'elles subissent du fait du passage de millions de voitures et de camions à travers les corridors alpins étroits. Les régions du Brenner et du Gothard, qui ressemblent de loin à l'image idéale que chacun se fait d'un paysage de montagne beau et pur sont aujourd'hui aussi polluées qu'une ville industrielle comme Milan.

Pour faire fléchir l'Autriche et la Suisse, la CEE vient de sortir la grosse artillerie : l'ultimatum. Ou bien vous vous montrez « flexibles » ou il n'y aura pas d'Espace économique européen. Etant entendu que les pays scandinaves ne sont évidemment pas concernés par le problème du transit alpin, la CEE espère sans doute que ces derniers exerceront des pressions sur leurs deux partenaires du centre de l'Europe. Or, jusqu'à présent, l'Autriche affirme qu'elle ne cédera pas, tant la grogne chez les habitants des régions concernées est énorme. Quant à la Suisse, il ne fait aucun doute que toute concession que les autorités fédérales pourraient faire seraient aussitôt et massivement balayées en votation populaire.

Force est en tout cas de constater que la CEE, à une année de sa naissance officielle, possède déjà pleinement l'une des caractéristiques d'une grande puissance, à savoir l'arrogance envers plus petit qu'elle. Et dire qu'un nombre croissant de Suisses semblent vouloir devenir un boulot de l'immense machine économique et politique qui se met en place et qui n'a rien, mais vraiment rien à voir avec une Europe des peuples.

L'économiste américain de réputation mondiale, John Kenneth Galbraith, a donné le lundi 25 février une conférence à Lausanne au cours de laquelle il a dressé un véritable réquisitoire à l'encontre de l'ère Reagan (et Thatcher). Selon lui, leur héritage confine au désastre. La décennie écoulée a été celle de toutes les spéculations. Pendant ce temps, les investissements productifs ont été totalement négligés.

Les années Reagan décriées à Lausanne

Les conséquences se mesurent en termes de faillite des caisses d'épargne, d'accumulation des dettes, d'augmentation du chômage, d'élargissement du fossé entre riches et pauvres et de redémarrage de l'inflation. De plus grands créanciers, les Etats-Unis sont devenus les plus grands débiteurs mondiaux, avec un déficit chronique de la balance des paiements et du budget fédéral. Le bon sens voudrait que l'on ait des budgets équilibrés en période économique faste et des budgets déficitaires par mauvais temps. Or, l'Amérique reaganienne a fait exactement le contraire. Globalement, l'économie américaine sort affaiblie de la thérapie de choc qu'on lui a administrée et qui était pourtant destinée à lui redonner confiance. Pour J. K. Galbraith, une dépression généralisée menace. Elle pourrait s'étendre au reste du monde industrialisé. Bref, c'est le résultat pervers de toutes les dérégulations et « le plus grand scandale économique jamais vécu aux Etats-Unis ».

De notre correspondante helvétique

HUMEUR ET HUMOUR

« Libres pensées d'un penseur libre »
Léo Campion, éditions Bagaudes

Dernière née des maisons d'éditions libertaires, Bagaudes nous livre, en guise de baptême (civil, bien sûr), des pensées de Léo Campion. Un si vert octogénaire pour une si jeune maison, voilà qui ne pouvait mieux tomber en matière d'association.

Le port de l'étoile jaune imposée aux Juifs n'est pas une invention des nazis. Ils n'ont fait que reprendre une pratique instaurée par Louis IX, plus connu sous le nom de Saint-Louis (1214-1270, canonisé en 1297), qui obligeait les Juifs à porter un cercle jaune distinctif sur leurs vêtements.

Outre sa participation aux croisades contre les Arabes, Saint-Louis a persécuté les Juifs mais aussi les cathares. Et cet affreux raciste a laissé, dans les manuels scolaires l'image d'un monarque équitable et bon, qui rendait la justice sous un chêne.

C'est ainsi que l'on écrit l'histoire... »

Un auteur aux multiples facettes

Ces quelques lignes sont tirées de la dernière livraison de Léo Campion, *Libres pensées d'un penseur libre*, achevée d'imprimerie en décembre 1990 à Bruxelles « dans la douceur de vivre et le bonheur de créer » (1). Sont-elles un bon exemple de l'écriture de ce libertaire tout à la fois régent du Collège de pataphysique et grand maître (de fondation) de la Confrérie des chevaliers

du Tasse-Fesses ? Les quelque 200 et plus pages des *Libres pensées d'un penseur libre*, de Léo Campion, ne suivent pas un déroulement philosophique précis mais à travers quelques lignes (espacées de blancs et d'étoiles) des idées, des proverbes, des anecdotes sont là et révèlent les multiples facettes de l'ami de l'anarchiste belge Marcel Dieu (Hem Day).

Les dessins de l'auteur émaillent ses pensées et définitions diverses auxquelles sont ajoutées celles d'autres (Tristan Bernard, *Les Mille et une nuits*, Anatole France, Boris Vian, Federico Fellini, Francis Blanche...), le tout en fait donnant à penser fortement à Alphonse Allais.

Serait-ce que le compagnon Léo Campion n'est plus représentatif de son époque, quand bien même il déclare que « Furent célébrés avec faste en 1989, le Bicentenaire de la Révolution et le Trentenaire de la Confrérie du Tasse-Fesses... » ?

Pour en trancher, on peut acheter et lire les *Libres pensées d'un penseur libre*, de plus, si on veut polémiquer, on est invité à venir le 16 mars, en après-midi, à la librairie du Monde Libertaire, pour croiser le fer avec l'auteur.

Mais faites gaffe, le sarment octogénaire est fouteusement vert !

Alexis Pierre

(1) *Libres pensées d'un penseur libre*, Léo Campion, éditions Bagaudes. Prix : 95 F. Cet ouvrage est en vente à la librairie du Monde Libertaire (chèques à libeller à l'ordre de Publico).

Gainsbourg

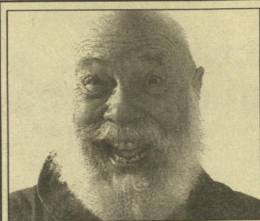
Touche à tout, bricoleur de génie, provocateur à l'humour noir et peintre aux toiles détruites, Serge Gainsbourg a replié ses oreilles pour la nuit.

Avec un peu de scotch peut-être et une ultime Gitane, Gainsbourg se barre.

Chanteur à tête de choux dans le Saint-Germain des années Vian, il s'épuisa dans les paradis artificiels et porta sa poésie dans la bouche de quelques femmes.

Auteur d'un cinéma confidentiel et personnel, acteur, poète et pétomane, cet indispensable emmerdeur qui aimait Bacon, Picabia, Breton et Nabokov se servait de toutes les armes de l'art et caetera.

Pascal Didier



FORUM

Libres pensées d'un penseur libre » (éd. Bagaudes) avec Léo Campion,

En raison d'un imprévu, il n'a pas été possible d'organiser le forum avec Léo Campion le 9 mars...

Que nos lecteurs veuillent bien nous en excuser.

Le forum a donc lieu le samedi 16 mars 1991, à 16 h 30, à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot (M° République), 75011 Paris.

Théâtre de Boulogne-Billancourt
Mardi 19 mars 1991
Dick Annegarn
Colette Magny
20 h 30.
TBB, 60, rue de la Belle-Feuille, 92100 Boulogne-Billancourt

Rien que du blues

On le sait, dans le cadre du festival de jazz de Saint-Denis (Banlieues Blues) le guitariste texan Albert Collins vient nous faire écouter sa Strato et ceci le 23 mars au soir à Aubervilliers, à l'Espace Renaudie, 30, rue Lopez et Jules-Martin. Ce qui est plus inattendu et qui montre le bon goût des organisateurs c'est d'avoir pensé à R. L. Burnside pour la première partie. Du Mississippi blues électrifié et de la guitare texane « funk » blues voilà qui promet.

Blues et des poussières c'est un drôle de nom pour un groupe de blues rock mélangeant « standards et compositions personnelles ». Un an d'existence, 30 concerts, dont une première partie de l'harmoniste Jean-Jacques Milteau, un bœuf avec Luther Allison... personnellement je ne les ai jamais entendus, pour en juger le mieux est d'aller les écouter le 15 mars, à 20 h, au 38, rue des Amandiers (M° Père-Lachaise) à Paris, dans le 20e (Association « Noise Crate ». Tél. : 43.66.89.23).

Tout ça c'est Paris, et la Province ? Ne nous inquiétons pas, outre les tournées Rhéus Blues (BP, 13, 69420 Ampuis. Tél. 74.56.11.98) avec : Albert Collins, Joe Louis Walker, Charlie Musselwhite, The Savoy's Zoddico... on peut annoncer le 2e festival de blues de Cadillac (Gironde), le 30 mars avec Amar Sundy, Paris Slim, California Band et le San Francisco Blues Festival (Renseignements : 56.62.91.02).

Voilà aux prochaines annonces musicales sur « Blues en liberté » !

Thierry (« Blues en liberté »)

LITTÉRATURE

« Lettres à un ami allemand » d'Albert Camus

Une collection « Folio » a eu la bonne idée de rééditer quatre textes d'Albert Camus qu'on ne trouvait plus en librairie. Il s'agit des *Lettres à un ami allemand* (1), que le futur prix Nobel de littérature écrivit entre 1943 et 1945, et dont trois furent publiées dans des journaux de la Résistance. Quel est cet ami, réel ou fictif ? Peu importe. Tous deux furent proches avant la guerre, liés par le même sentiment de l'absurde qui caractérise toute l'œuvre de Camus. Mais, puisque la vie n'a pas de sens, puisque ce monde n'a pas de raison supérieure, le bien et le mal sont équivalents et cet ami choisit sans doute d'aller jusqu'au bout du raisonnement en rejoignant les rangs de l'Allemagne nazie.

L'écrivain, lui, poussé par un goût violent de la justice choisit la révolte contre l'absurde et la lutte pour la dignité humaine. Durant la guerre, il participe à la Résistance au sein du groupe « Combat », avant de devenir éditorialiste et rédacteur en chef du journal du même nom, la Libération. Entre-temps, il publie *L'Etranger* (roman, 1942), et *Le mythe de Sisyphe* (essai, 1942).

Camus ne se jeta pas tête baissée dans la Résistance... « C'est pourquoi, écrit-il, nous avons commencé par la défaite, préoccupés que nous étions, pendant que vous vous jetiez sur nous, de définir en nos cœurs si le bon droit était pour nous (...). Il nous a fallu tout ce temps pour aller voir si nous avions le droit de tuer des hommes, si nous étions permis d'ajouter à l'atroce misère du monde ».

Poser la question du droit ! De petits intellectuels aujourd'hui nomment cela être « Munichois » ! Mais c'est avec la force de la certitude que l'auteur s'engage dans « Combat », au péril de sa vie. La barbarie et le droit avaient alors chacun leur camp et le choix était simple.

Telle n'est pas la situation aujourd'hui. Certes, Saddam Hussein est un assassin. Hier, déjà, nous le dénoncions, quand d'autres le flattaient ou fermaient les yeux. Mais c'est parce que nous sommes convaincus que le droit n'est pas d'avantage du côté des B-52 américains, que des Mirage F-1 irakiens... du côté du nouvel ordre mondial, voulu par Bush que de celui de la dictature et de Saddam Hussein que nous entrons à notre tour, et à notre mesure, dans la résistance contre la guerre.

Il y a du dépit, du dégoût, de la colère parfois dans ses écrits... Mais jamais de haine, jamais Camus ne « diabolise » l'ennemi, trop conscient qu'il est de la « perpétuelle tentation où nous sommes de lui ressembler ».

Peut-être ressent-on parfois quelques élans patriotiques... Mais Camus se défend d'être nationaliste : « Lorsque l'auteur de ces lettres dit "vous", il ne veut pas dire "vous autres Allemands", mais vous autres "nazis". Quand il dit "nous", cela ne signifie pas toujours "nous autres enfants" mais "nous autres, européens libres" et plus loin "quand je dis nous, je ne dis pas nos gouvernants ».

Le parti de Camus est celui de l'intelligence et du courage, celui de la lucidité, et l'on retrouve déjà, condensé dans ces à peine 80 pages, l'essentiel des thèses qu'il défendra dans toute son œuvre, plus particulièrement de *L'Etranger* à *L'Homme révolté*. Un « document de la lutte contre la violence » à lire ou à relire pour y puiser la force de dire « non » à la barbarie.

Pascal Petit (gr. 19e-Nord)

(1) En vente à la librairie du Monde Libertaire. Prix 24 francs.

Sélection de Radio-Libertaire (89.4 FM)

Jeu 14 mars
— « Tiens, voilà le hallebardier ! » (12 h - 14 h 30) : théâtre.
— « Si vis pacem » (18 h - 19 h 30) : émission de l'Union pacifiste.

Vend 15 mars
— « L'invité du vendredi » (19 h - 21 h) : les animateurs de J'Presse présentent les publications lycéennes.
— « Ithaque » (22 h 30 - 2 h) : militantisme et militants

Samedi 16 mars
— « La Chronique syndicale » (11 h - 13 h) : l'actualité de la semaine.
— « BDDA et cie » (18 h - 19 h 30) : émission BD.

Mardi 19 mars
— « Blues en liberté » (10 h - 12) : voix noires et blanches.

GALA ORGANISE PAR L'UNION PACIFISTE
DIMANCHE 17 MARS 1991 A 15 H

AU TLP - DEJAZET

41 Bd du temple PARIS 3e (Métro République)

FONT ET VAL



ELISABETH

Jacques SERIZIER

• BONS DE SOUTIEN : 120 F

(permettant de retirer, au TLP, une place au gala, avant la location officielle)

• DISPONIBLES A LA LIBRAIRIE PUBLICO

(145 rue Amelot PARIS 11e métro République)

• OU AU SECRETARIAT DE L'UP

(chèques à l'ordre de l'Union Pacifiste - enveloppe timbrée)

NB : après le 11 mars, billet directement au théâtre : 140 F (120 F avec carte Radio Libertaire)

RENDEZ-VOUS

AUCH
Un groupe FA existe sur Auch (Gers). On peut joindre ce groupe en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront.

BOURGOIN-JALLIEU
L'association « Contre-Courants » organise un concert, le jeudi 14 mars, à 21 h, à La Ferme, au quartier de Champfleuri, à Bourgoin-Jallieu. L'entrée est de 60 francs (40 francs pour les lycéens et les chômeurs)

BORDEAUX
« Semaine antisexiste », du 8 au 16 mars, au 7, rue du Muguet, à l'initiative du groupe Emma-Goldman. Le programme après le 14 mars :
- une exposition inaugurée le vendredi 8 mars : « Les femmes et la société » (c'est ouvert le 16 mars, à partir de 15 h) ;
- et des vidéos : « Les femmes et le syndicalisme », « Mujeres Libres », le 16 mars, à 15 h, qui seront suivies d'un débat sur les femmes dans la société d'aujourd'hui.

LYON
Le groupe Kronstadt vend le Monde libertaire lors d'une table de presse tenue chaque mercredi, entre 12 h et 14 h, à l'université Lyon II de Bron-Parilly.
Par ailleurs, on peut joindre les groupes FA Kronstadt et Dejacque à la librairie La Plume Noire (ouverte les mercredi et samedi en après-midi), 15, rue Rivet, La Croix-Rousse, 69001 Lyon.

NANTES
Pour contacter le groupe Milly-Witkop, adressez-vous à : « Magazine Libertaire », groupe Witkop, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.
Pour contacter le GROG (groupe antimilitariste) : GRIM, BP 804, 44119 Nantes cedex.
Le groupe Witkop - en collaboration avec l'OCL-Nantes - vous donne rendez-vous sur les ondes de Radio-Alternantes (97.5) le samedi 16 mars (13 h - 14 h). Au programme : un point d'information et d'analyse sur la guerre et un dossier sur le mouvement féministe actuel à Nantes.

PAU
Il existe une liaison FA sur Pau (Pyrénées-Atlantiques). On peut la contacter en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront.

RENNES
Pour tirer un premier bilan de la guerre du Golfe et réimplanter un mouvement antimilitariste efficace et dynamique la FA et des compagnons motivés par ce travail organisent un repas (menu chinois) le samedi 16 mars, à l'esplanade du Champ-de-Mars. Prix : 35 F pour les adultes et 25 F pour les enfants.
Dans la foulée, et dans la même logique, un concert gratuit sera organisé le mardi 26 mars, à la salle de La Cité, de 19 h 30 à 24 h.
Pour toutes ces initiatives, se renseigner lors de la vente du Monde libertaire le samedi matin sur le marché des Lices, ou pendant la permanence du groupe FA, chaque mardi soir, à la MJC La Paillette (Tél. 99.59.34.07).

TOULON
Le groupe Région-toulonnaise de la FA et le Centre d'études et de culture libertaires changent d'adresse. Pour les joindre, écrivez à : CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

VALENCE
Une liaison existe sur Valence (Drôme). Pour la contacter, écrivez à La Plume Noire, 15, rue Rivet, 69001 Lyon, qui transmettra.

CLERMONT-FERRAND

Un réfractaire au recensement en procès

Alors qu'un certain nombre de citoyens n'ont pas voulu remplir les papiers du recensement, le maire socialiste de Clermont-Ferrand vient de se distinguer en poursuivant devant les tribunaux un réfractaire au dit recensement, Ali-Gérard Khanifar. Cela a le goût de l'arbitraire et quelque part du ridicule.

POUR avoir refusé de répondre au recensement de la population, au printemps dernier, Ali-Gérard Khanifar a été assigné à comparaître devant le tribunal de police, le 28 février dernier.

Il s'agit, en fait, du premier cas de poursuite dans les annales du recensement en France, et ce par le maire socialiste et ex-ministre de l'urbanisme, R. Quillot.

A la barre, Ali-Gérard Khanifar réaffirma son intérêt fort ancien pour les conséquences de l'informatique et de la normatique. Aussi, il s'étonna d'avoir eu à remplir, pour ce recensement, des formulaires « garantis » anonymes, où figuraient... le nom et le prénom de chaque individu.

Il rappela que dans les petites communes l'agent recenseur, connaissant tous les habitants, pouvait établir, de fait, un rapport d'autorité. Pour lui, l'INSEE mentait sur la finalité, d'ailleurs imprécise, de l'utilisation des formulaires nominatifs, dont elle n'aurait pas eu besoin si elle effectuait uniquement des statistiques.

Il s'éleva, également, contre la mise en fiche systématique de données, lors de formulaires divers à remplir, en citant l'exemple d'une école primaire où il fallait remplir une fiche dentaire pour chaque enfant, en y indiquant sa... nationalité.

En la faveur de Ali-Gérard Khanifar, trois témoins se succédèrent à la barre. J.-M. Duclos, conseiller municipal Vert de Clermont-Ferrand, s'étonnait de cette poursuite et approuvait cet acte qu'il qualifiait de « non violent », estimant que c'était une réaction saine et salutaire pour le devenir de notre société. Ce témoin fut ensuite suivi par M. Antonio, qui en tant qu'historien présenta une

généalogie du recensement, permettant de constater que celui-ci était utilisé pour « lever l'impôt », ou à des fins militaires. D'où les histoires qui suivent : « au début de notre ère, Jules César, ordonna un recensement au travers de l'empire romain. Marie et Joseph partent pour se faire recenser, et Jésus naît. Hérode, gouverneur de la Palestine occupée, ordonne le massacre des enfants, afin de tuer le « roi des Juifs », tâche devenue possible grâce aux tablettes du recensement. Plus récemment, en 1942, c'est un recensement qui permet de fournir 400 000 jeunes hommes au Service du travail obligatoire (STO). De même, le recensement favorise l'internement des Juifs et de nombreux francs-maçons ».

Troisième intervenant, P. Macé, chercheur au CNRS en informatique, s'indigne du manque de rigueur scientifique du recensement. En effet, comment peut-on répondre sincèrement à des formulaires nominatifs ? Il s'inquiète aussi du traitement des données. Les échantillons d'étude agrandis à 5 000 personnes ne garantissent en rien l'anonymat. Certains ordinateurs sont, en fait, actuellement capables de reconstituer en quelques minutes une image dont les millions de pixels ont été brouillés. Il estime, donc, que le réfractaire au recensement ne peut en aucun cas nuire à la collectivité.

L'illicéité du recensement est alors plaidé par Maître J.-L. Borie, arguant de la non-conformité à l'article de la loi de 1951, indiquant que les données à caractère personnel ne peuvent en aucun cas être transmises à d'autres organismes. Or, dans une ville du Puy-de-Dôme, les formulaires, déposés en mairie, ont été photocopiés par celle-ci, « pour remettre à jour les fichiers », avant d'être transmis à l'INSEE.

Il considère, donc, qu'on ne peut condamner pour un refus de participer à un acte illicite.

La partie civile réclame l'application de la loi. Le juge a annoncé que le verdict serait connu le 28 mars.

G A E L

N.B. : GAEL, c/o Ateneo, 8, rue de l'Ange, Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).

Nos autocollants

18000 TONNES DE BOMBES : AU MOINS 18000 MORTS.

NE FAITES PAS SEMBLANT D'IGNORER

FEDERATION ANARCHISTE
145 Rue Amelot, 75011 PARIS

Deux séries d'autocollants anti-guerre viennent d'être édités par la Fédération anarchiste. On peut se les procurer à la librairie du Monde Libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris). La série « Ne faites pas semblant ! » (voir l'exemplaire ci-contre) est vendue 1 F l'unité, 0,50 F plus de 10 exemplaires et 0,30 F plus de 50 exemplaires. En ce qui concerne l'autre série (voir exemplaire ci-dessous) les prix sont de 1 F l'unité et de 0,20 F pour plus de 50 exemplaires. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Publico.

CONTRE LA GUERRE DES ETATS ET DES PROFITS,



CONSTRUISONS LA PAIX PAR L'EGALITE ET L'ENTRAIDE ENTRE LES PEUPLES.

FÉDÉRATION ANARCHISTE - 145 RUE AMELOT PARIS 11

Bris de vitre !

Clermont-Ferrand : les anars dérangent !
La semaine dernière, de nouveau, la vitre de la porte de l'Ateneo a été brisée. Les frustrés de la guerre, trop vite finie ou de celle qui n'est pas encore commencée, feraient bien de prendre garde. Nous ne céderons pas aux tentatives d'intimidations. La vigilance et la solidarité sont plus que jamais à l'ordre du jour. Les permanences continuent le jeudi, à partir de 20 h 30, au 8, rue de l'Ange.

G A E L

PARUTIONS

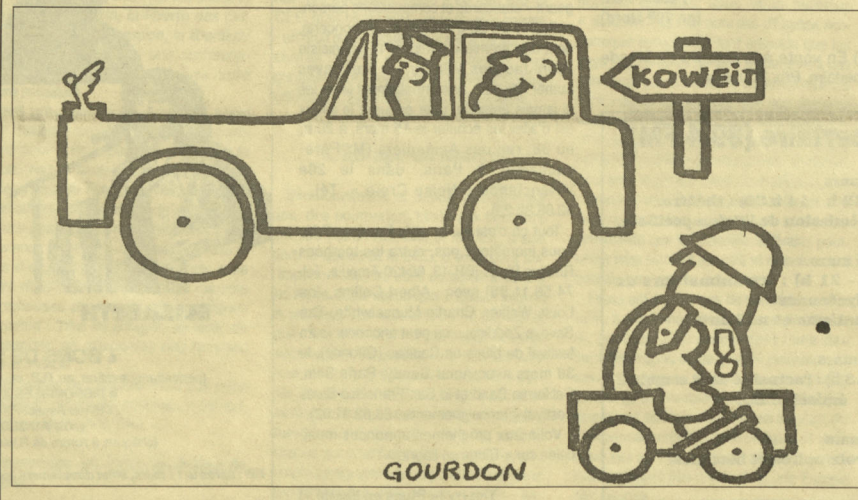
ENVELOPPE

Radio-Libertaire vient d'éditer des enveloppes (format : 11X22) dotées du logo conçu pour les dix ans de la radio. Prix : 1,50 F l'unité, 1,30 au dessus de 10 et 1 F au dessus de 100. En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

PRESSE

Contre vents et Marées, n° 77 (mars) est sorti. Il est en vente à « Contre-Courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. Prix : 5 F.

Le dessin de la semaine



GOURDON

SOMMAIRE

PAGE 1 : Le temps de l'exclusion, Timor-Est : un cas de prédation internationale entériné par l'ONU, Editorial.
PAGE 2 : L'orthographe en question : Edulcorer ou éduquer ?, Rectif au « rectif ».
PAGE 3 : « Le Monde » : le virus de la guerre tue la conscience, Une affaire de pétrole, En bref, Souscription.
PAGE 4 : Lachez tout !, 8 mars : journée des femmes.
PAGE 5 : Résistance autour du tracé du TGV Sud-Est. Le mouvement anti-guerre à Nantes, Concert à Colmar, Procès en appel des mutins de Loos-lès-Lille, Besançon : Stéphane Jeune emprisonné.
PAGE 6 : Australie : de Timor au Golfe, Timor-Est : un cas de prédatons internationale entériné par l'ONU, Irlande : La radio-pirate des femmes de Galway, Informations suisses.
PAGE 7 : Gainsbourg, Albert Camus : « Lettres à un ami allemand », « Les « Libres pensées d'un penseur libre » de Léo Campion, Sélection R-L, Rien que du blues.
PAGE 8 : Un réfractaire au recensement en procès à Clermont-Ferrand, Bris de vitre !, Le dessin de la semaine, Infos FA.